

COLLECTIF POUR LA DÉFENSE DES TERRES MALGACHES : Affaire Daewoo

Nous avons appris le 19 novembre dernier, par la presse internationale, les déclarations du directeur financier de Daewoo Logistics, Shin Dong-hyun, annonçant la signature d'un bail emphytéotique de location pour 99 ans, entre cette société et les autorités malgaches, de 1,300 millions d'hectares de terrains arables. Les détails du contrat sont préoccupants et sans précédent :

- La surface louée représente l'équivalent de la moitié de la Belgique, et correspond à la moitié des surfaces cultivables à Madagascar.
- Les termes du contrat ne prévoient pas de versement d'argent à l'Etat malgache, les investissements dans les infrastructures nécessaires à la réalisation du projet tiendraient lieu de 'prix de location'.

Les principaux ministres malgaches concernés ainsi que les représentants de Daewoo à Madagascar ont démenti en insistant sur le fait que le projet en est seulement au stade de prospection de terrains et de négociations. Mais différents témoignages venant du terrain montrent que les protagonistes de cette affaire sont déjà passés à l'acte dans différentes régions : Madagascar Futur Entreprise Group, représentant de Daewoo sur place, a déposé des demandes d'acquisition de terrains et a parfois déjà obtenu l'autorisation pour 94 182 hectares dans le district de Brickaville, 33 767 hectares dans le district de Toamasina II, 40 000 hectares dans le district de Vatovandri, plus de 50 000 ha dans le district de Maintirano. De vastes terrains dans la région SAVA seraient déjà également en cours de transfert de propriété.

Ces informations parues dans la presse sont confirmées par les populations locales qui ont vu ou entendu parler d'Asiatiques effectuant des mesures de terrains avec les autorités régionales en vue de l'acquisition de terrains. Ainsi

- des responsables locaux sont complices,
- certains ont peur d'en parler par peur de représailles,
- d'autres n'avaient pas compris les tenants et les aboutissants de ces « opérations » sur le terrain, pensant qu'il s'agissait d'une opération qui apporterait des bienfaits à la localité ou à la région,
- Les transactions se déroulent en l'absence de transparence de la part des autorités.

Cette « location » de terres est particulièrement inacceptable car

- la location pour 99 ans - renouvelable - porte sur des superficies immenses réparties dans plusieurs régions et porte atteinte à l'existence future d'une patrie pour l'ensemble des Malgaches qui considèrent les terres de leurs ancêtres comme un bien « sacré » ;
- cette location pour 99 ans spoliera de nombreuses familles, et à terme la majorité des paysans, des terres où elles vivent et travaillent pour vivre et survivre ;
- elle a été faite dans le dos des populations malgaches, « dans le secret » sans respect des procédures habituelles, alors qu'elle engage des parties importantes du territoire et donc la souveraineté nationale ;
- la contrepartie 'gratuite' entretient de gros soupçons sur la vente du patrimoine national pour l'enrichissement d'un petit nombre d'individus au détriment des générations futures ;
- Le traitement des dossiers des terrains convoités par Daewoo bénéficie de faveur particulière dans sa rapidité alors que les paysans et tous les citoyens malgaches rencontrent des difficultés insurmontables dans la lenteur des procédures pour acquérir des titres de propriété ;
- Les plantations programmées et effectuées par Daewoo inquiètent gravement car les récoltes sont destinées à être exportées immédiatement pour l'alimentation des Coréens, et non pour celle des Malgaches. Par ailleurs, les informations diffusées par la presse internationale parlant de culture de maïs dans la partie ouest de l'île – le maïs est réputé pour dessécher les terres de culture -, les semences de maïs seraient importées de Costa Rica et des Etats-Unis – ne s'agira-t-il pas de maïs transgénique ? La partie Est de l'île serait destinée à la plantation de palmiers à huile dont les semences viendraient d'Indonésie : certains palmiers à huile cultivés dans ce pays sont pourtant célèbres pour tuer toute la végétation environnante et détruire la biodiversité (« l'huile tueuse »).

Tenant compte de tous ces éléments,

Nous, membres du COLLECTIF POUR LA DÉFENSE DES TERRES MALGACHES, avons décidé de nous regrouper et d'agir pour

- Exiger des responsables qui participent à tous les niveaux à cette location d'arrêter immédiatement toutes les actions et toutes les procédures engagées afin de réviser les termes du contrat,
- Demander aux autorités malgaches de faire preuve de transparence et de donner à la population malgache et aux populations du monde toutes les informations sur cette affaire,
- Exiger des autorités et responsables qu'ils respectent les lois et procédures en vigueur, notamment les formalités de publicité visant l'information des voisins et opposants éventuels,
- Se rapprocher des citoyens et paysans malgaches pour leur manifester notre soutien et les encourager dans les luttes qu'elles mènent pour la défense de leurs terres,
- Lancer un appel à tous nos compatriotes au pays et à l'extérieur pour être vigilants, et dénoncer toute décision ou tentative de priver les populations malgaches progressivement des terres de leurs ancêtres au nom d'un libéralisme aveugle,
- Alerter l'opinion internationale sur les agissements dangereux de cette sorte dans notre pays et appeler le soutien et la solidarité de tous,
- Appeler les ressortissants des pays qui subissent déjà la même situation, à travailler ensemble pour que cette nouvelle forme de néocolonialisme qui se développe dans plusieurs pays, cesse immédiatement grâce à la coordination de nos actions.

L'opinion publique malgache, informée par la presse internationale, est particulièrement en alerte car plusieurs grands projets déjà en cours à Madagascar démontrent la réalité de contrats dont les termes conjuguent une exploitation drastique des richesses du pays par les investisseurs étrangers avec des bénéfices insignifiants pour la nation et les populations malgaches.

Le COLLECTIF POUR LA DEFENSE DES TERRES MALGACHES

Est un collectif d'individus d'origine malgache, déterminés à unir leurs forces et à travailler ensemble pour s'opposer à la spoliation des paysans et des citoyens malgaches de leurs terres.

Son objectif est de rassembler les Malgaches sans discrimination aucune, prêts à s'investir pour la réalisation de cet objectif.

Ses actions dans le court terme consisteront notamment à :

- Défendre les terres malgaches en collaboration avec les populations et organisations au pays,
- Diffuser des informations sur la situation à Madagascar auprès des populations et organisations dans le monde pour qu'elles soutiennent les paysans malgaches dans leur lutte pour la défense de leurs biens et de leurs terroirs,
- Diffuser des informations auprès des Malgaches de toutes les régions sur ce qui se passe dans le monde et sur les objectifs, méthodes et risques liés à des opérations telles que celle-ci, pour qu'ils soient vigilants et sachent se défendre,
- Echanger et collaborer avec les populations des autres pays victimes des prédateurs similaires pour défendre leurs paysans et leurs terres.

Paris, le 23 décembre 2008

Si vous souhaitez nous rejoindre, nous soutenir, envoyer des messages et propositions, contactez-nous à l'adresse e-mail : patrimoinemalgache@yahoo.fr